

grés, mais il y en a un grand nombre, et la responsabilité retombe sur l'ensemble de la nation. J'espère que les mesures qu'on adoptera n'auront pas trop l'air d'une charité, mais permettront au chômeur de conserver sa dignité et tous ses droits de citoyen.

L'article suivant a trait à l'agriculture; c'est le plus long de tous les articles du discours du trône et comme j'y attache beaucoup d'importance, j'ai l'intention de m'étendre un peu plus sur ce sujet. On parle de certaines conditions existant actuellement, qui sont la cause du mauvais état de l'agriculture. On a parlé de différentes choses; entre autres, la nécessité d'avoir de plus grands débouchés. C'est à désirer, car cela encouragera les gens à produire en plus grande quantité. Mais la difficulté est de trouver ces débouchés. Toutes les grandes nations de l'univers cherchent à s'en créer. La seule solution que je puisse voir à ce sujet, c'est que les gens produisent les choses qui sont naturelles au pays qu'ils habitent et cessent de produire les choses d'ordre purement artificielle. Ainsi puisque nous pouvons, dans l'ouest du Canada, produire des grains de toutes sortes, des bestiaux et autres produits agricoles, nous avons le droit, en échange de cela, de recevoir des grands marchés du monde les articles fabriqués dans d'autres pays dont ils sont les produits naturels et non artificiels.

Les frontières ne doivent pas constituer des barrières artificielles destinées à restreindre le libre-échange entre les peuples de la terre.

On a parlé des prix de revient. Je suis un de ceux qui croient qu'il en coûtera de moins en moins pour produire à mesure que la situation économique s'améliorera. Par exemple, quand on aura diminué les prix de transport, le tarif douanier, toutes choses étant égales, le coût de la production diminuera forcément; et c'est là notre salut.

On prétend que la question de la mise en vente du blé a été délibérément écartée du discours du trône. Pour nous la chose est importante. L'honorable député de Moosejaw (M. Johnson) en a déjà parlé; je n'en dirai que quelques mots. On nous a dit que les sept dixièmes du blé cultivé dans l'Ouest est immédiatement mis en vente. Le résultat est que le marché abonde de grain, et que l'acheteur européen, profitant de cette situation, achète au plus bas prix. La raison pour laquelle le cultivateur canadien est obligé de vendre les sept dixièmes de son blé dans un délai de trois mois,

est qu'il est à court de fonds. Il lui faut acquitter ses comptes, payer les salaires de ses ouvriers, les dépenses de la moisson et autres frais; tant qu'il doit de l'argent le cultivateur canadien ne voudrait pas spéculer sur son grain.

Ainsi, dans le louable effort de payer ses dettes il met son blé sur le marché et les acheteurs du monde savent profiter de la situation.

Nous croyons, monsieur l'Orateur, qu'un syndicat volontaire ne suffit pas pour contrebalancer cette situation et il faudrait un homme bien puissant pour attaquer de front les anciennes coutumes qui existent depuis trois ou quatre cents ans. Cependant, quand ces coutumes ont disparu sous l'effort et la tension qui suivent une grande guerre, c'est pour nous l'occasion de proposer un système qui a donné satisfaction aux cultivateurs de grains et je parle de la reconstitution de la commission canadienne de blé. Tout ce que je puis affirmer énergiquement, c'est qu'en ce qui le regarde, le cultivateur de l'Ouest la désire. Les cultivateurs de l'Ouest sont pour ainsi dire unanimes à ce sujet. Nous croyons que la commission est essentielle et que le Gouvernement, sans hésiter et sans temporiser, devrait agir immédiatement parce que la prospérité de tout le Dominion dépend des cultivateurs pris comme corps. Il nous faut inspirer confiance au cultivateur, lui donner un courage nouveau pour qu'il avance de nouveau dans notre immense pays, qu'il défriche le sol pour en faire sortir la richesse qui s'y trouve afin de pouvoir vivre le genre de vie qu'il désire.

Savez-vous, monsieur l'Orateur, que dans l'Ouest canadien, nous nous attendons à fermer les écoles à cause de la baisse qui s'est produite dans le prix de tous les produits agricoles? Ce serait là un malheur national. La situation est profondément triste quand nous devons tellement économiser que nous ne pouvons, faute d'argent, donner aux enfants l'instruction à laquelle ils ont droit. Cependant, nous nous vantons de vivre sous la démocratie, bien que l'instruction soit le salut de la démocratie. Si les gens de l'Est sont avisés, si les grands capitalistes industriels le sont, ils comprendront qu'il est tout à leur avantage et à l'avantage du Canada entier qu'on reconstitue immédiatement la commission des blés, avant même que le cultivateur n'ensemence afin qu'il comprenne qu'il a l'appui de tout le peuple dans ses justes demandes.

Autrefois, le cultivateur canadien a été la proie des profiteurs, des accapareurs et